

Gilles Regener

Welcome to Luxembourg!

Les investissements américains au Grand-Duché

Goodyear, Du Pont de Nemours et éventuellement encore l'usine Monsanto sont les entreprises auxquelles les gens pensent en premier lieu lorsqu'on les interroge sur la présence d'entreprises américaines au Luxembourg. Or, la seule étude des cas Goodyear et Monsanto fournit une image trop simpliste des investissements américains au Luxembourg et il est donc plus judicieux de retracer brièvement l'histoire des relations économiques américano-luxembourgeoises pendant la période allant de la Seconde Guerre mondiale à la crise sidérurgique.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe se retrouve complètement dévastée, et la misère et l'instabilité y règnent. Mais ce sont moins le malheur et les ruines visibles « que la dislocation de la structure entière de l'économie européenne¹ » qui posent les plus grands problèmes. C'est dans ce contexte que le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, George C. Marshall, prononce le 5 juin 1947 son fameux discours à l'université de Harvard, dans lequel il offre aux pays d'Europe l'appui et l'aide matérielle des États-Unis ayant pour but la relance et le développement de leur structure économique. Au Luxembourg, le plan Marshall a un certain impact sur l'économie nationale. Ainsi, non seulement des programmes de rééquipement et de modernisation dans

les différents secteurs industriels naissent, mais des projets nouveaux ou déjà entamés, comme par exemple la construction du barrage de l'Our et l'aménagement de

L'implantation de Goodyear au Luxembourg a souvent été considérée comme étant « à la base de ce que l'on peut [...] appeler notre deuxième révolution industrielle »

la Moselle pour la navigation moderne, sont également élaborés ou relancés.

L'implantation de Goodyear

C'est également au cours de cette période de redressement économique, plus précisément en 1948, que se situe la décision de l'entreprise américaine Goodyear Tire & Rubber C^{ie}, originaire d'Akron (Ohio), de s'établir au Grand-Duché. En effet, les responsables ont attendu le moment propice pour s'implanter sur les marchés européens, dont l'économie est en train de reprendre et qui ont une monnaie forte, comme c'est notamment le cas pour les pays du Benelux. À part les considérations purement géographiques, le choix des responsables de Goodyear en faveur du Luxembourg s'explique non seulement par le fait que son économie s'est rétablie plus vite que celle de ses voisins, mais aussi par l'absence d'une industrie pneumatique au Grand-Duché². Comme le traité du Benelux a supprimé les droits douaniers à

l'intérieur de cette union, Goodyear peut écouler ses produits librement dans les trois pays et profite du fait que la monnaie luxembourgeoise est librement convertible en dollars. Deux autres arguments qui jouent en faveur du Grand-Duché sont, d'un côté, la paix sociale qui y règne et, de l'autre, « la législation luxembourgeoise sur les sociétés commerciales qui se base sur le principe de la libre entreprise et de la propriété privée³ ».

L'ensemble de ces différentes considérations a donc finalement conduit en 1949 à la création de Goodyear SA. Le 24 avril 1951 est inaugurée à Colmar-Berg une usine « construite dans un minimum de temps selon les conceptions les plus modernes⁴ ». Cependant, le choix du site à Colmar-Berg, dans une région à caractère rural au centre du pays mais bien à l'écart du centre industriel, peut apparaître surprenant. Il s'explique par la main-d'œuvre qu'on y trouve dans les villages avoisinants. Un autre atout de ce site est la proximité de deux lignes ferroviaires et d'un important réseau routier facilitant le transport des matières premières et des produits.

En s'implantant à Colmar-Berg, Goodyear donne un coup de pouce considérable à l'économie luxembourgeoise. Au capital de 400 millions de francs investi dans le nouveau site de production s'ajoutent ensuite d'autres investissements ayant pour but l'expansion et la diversification du groupe, notamment par la mise en place du Goodyear International Tire Technical

Gilles Regener est conservateur de la section économique aux Archives nationales.



L'usine de Monsanto à Echternach (© ANLux)

Centre en 1957, la création de Luxembourg Industries SA en 1962, de Luxmold SA en 1969 et de Luxwire SA en 1970.

Bien que l'implantation de Goodyear au Luxembourg soit souvent considérée comme étant « à la base de ce que l'on peut [...] appeler notre deuxième révolution industrielle⁵ » et que le ministre d'État Pierre Dupong ait proclamé à la tribune de la Chambre des députés en 1951 que le gouvernement a tout fait pour attirer de nouvelles industries moyennes dans le pays, il ne faut pas ignorer que la décision de Goodyear n'est pas le fruit d'une politique systématique de promotion industrielle du gouvernement à l'égard d'investisseurs américains.

Les campagnes de promotion économique

Or, bien avant l'implantation de Goodyear au Luxembourg, il existait certains contacts avec des entreprises américaines. Le fait que, selon la presse américaine, on a dû « même convaincre le Luxembourg qu'il avait besoin d'une fabrique de pneus qui serait propriété américaine⁶ » ne reflète donc pas la réalité. En effet, au lendemain de la guerre, le ministre plénipotentiaire du Luxembourg à Washington, Hugues Le Gallais, contacte Allingham Burks Summers, président de la General Credit Inc., en vue d'une éventuelle collaboration. Ce dernier s'intéresse au placement de capitaux et brevets américains, et entretient aussi d'importants contacts avec de

nombreuses sociétés industrielles. Burks Summers doit repérer des industriels américains désireux de s'implanter au Luxembourg. Les entreprises à contacter doivent répondre à trois conditions : utiliser comme matières premières le fer et l'acier ;

Ce qui fait pencher la balance en faveur du Luxembourg, outre la législation fiscale avantageuse, ce sont, d'un côté, son climat social et, de l'autre, sa situation géographique au centre du marché commun.

engager un nombre satisfaisant d'ouvriers ; produire pour le marché luxembourgeois, européen et international. Les résultats de cette initiative sont très modestes et les quelques sociétés – Deen & Company, Maguire Industries, Globe-Wernicke Company et Wil-Lys Company – qui sont approchées par Burks Summers ont, selon lui, « de graves hésitations à s'établir en Europe du fait de la situation politique instable⁷ ».

Quelques mois après la décision de Goodyear d'ériger une usine au Grand-Duché, le consulat général de Luxembourg à New York rédige en mars 1950 un mémorandum destiné à fournir des « informations about these essential factors of significance to specific industries considering the establishment of a branch plant in the Grand-Duchy of Luxembourg⁸ ». Malheureusement, les destinataires de ce mémorandum

ne sont pas connus, mais l'on peut supposer qu'il s'agit plutôt d'une action isolée qui est passée relativement inaperçue.

Ce n'est que vers la fin des années 1950 que le gouvernement luxembourgeois se lance dans une campagne de promotion économique et industrielle du Grand-Duché avec la création du Board of Industrial Development (BID). Ceci pour remédier au fait que « dans les milieux d'affaires des États-Unis, notre petit pays était peu connu en tant que membre de la Communauté Economique Européenne⁹ » et pour attirer des investisseurs américains au Luxembourg. La mise en place du BID en avril 1959 s'inscrit dans une politique de diversification de la structure industrielle que le gouvernement a adoptée dès l'année 1955. Sa création est la suite logique de l'intérêt que les investisseurs américains attachent à la Communauté économique européenne et qui se solde par le nombre croissant de « nouvelles entreprises qui naissent dans les pays du marché commun, à l'initiative américaine et avec la participation de capital américain¹⁰ ». Alors que les Pays-Bas et la Belgique, les partenaires du Luxembourg dans le Benelux, ont réussi à attirer une centaine d'entreprises américaines, Goodyear est la seule ayant opté pour le Grand-Duché. Cet afflux est le fruit des travaux de promotion réalisés respectivement par l'Institut de coopération hollando-américaine et le Belgian Industrial Information Service. Par la création du BID, le gouvernement essaie donc de rattraper ce retard.

La mission du BID consiste en l'initiation et la gestion d'un programme de promotion ayant pour but d'attirer au Luxembourg des entreprises et des investisseurs américains représentant l'industrie nouvelle. Pour faire face à la concurrence des « pays voisins qui accordent de larges facilités financières et fiscales [...] et qui] encouragent l'implantation d'industries nouvelles dans des régions considérées comme économiquement défavorisées¹¹ », le gouvernement luxembourgeois est prêt à offrir lui aussi des avantages supplémentaires au niveau fiscal si les nouvelles entreprises présentent une plus-value économique et sociale pour le pays. Un autre avantage, prôné par les responsables du BID, est la situation géographique du

Luxembourg au centre du marché commun, favorable aux exportations vers les autres pays membres.

Le BID, un comité regroupant des personnalités issues des milieux d'affaires et des représentants du gouvernement, est placé sous la haute présidence du prince Charles, qui entretient des contacts très étroits avec les milieux américains. La direction du BID est assurée par Joseph E. Gurley, ancien directeur de Western Airlines, qui connaît très bien le Luxembourg, le siège européen de cette compagnie se trouvant à Luxembourg. Le BID, installé dans les bureaux du consulat général à New York, est opérationnel dès mai 1959.

Malheureusement, il est difficile de retracer les activités du BID en détail, car les seuls documents disponibles sont les rapports mensuels envoyés au prince Charles et reprenant les listes de toutes les entreprises contactées. Il est cependant intéressant de voir que Gurley a essayé de trouver des investisseurs potentiels pour le site de la tannerie Ideal SA à Wiltz – à travers la National Shoe Manufacturers Association et le Tanners' Council of America – ainsi que pour le site de l'usine de phénol à Steinfort – entre autres la Hooker Chemical Corporation –, deux sites devenus disponibles après cessation des activités pour raisons économiques. Même si les deux sites sont en fin de compte repris par des investisseurs européens, les efforts du BID n'ont pas été vains : suite aux efforts du prince Charles, Circuit Foil SA s'établit à Wiltz et contribue ainsi à la reconversion industrielle de cette région.

Dès 1961, les différentes initiatives du BID portent leurs fruits : les premières entreprises américaines s'installent au Luxembourg. Ce qui fait pencher la balance en faveur du Luxembourg, outre la législation fiscale avantageuse, ce sont, d'un côté, son climat social et, de l'autre, sa situation géographique au centre du marché commun. Un autre avantage, pour lequel il est malheureusement impossible d'évaluer l'impact, est la présence de Goodyear au Luxembourg.

Les entreprises, qui se sont installées lors de cette première phase au Grand-Duché (dont les plus importantes sont re-

prises dans le tableau à la page suivante) ont toutes eu des contacts avec le BID et contribuent à la politique de restructuration et de diversification industrielles du gouvernement. Cette première phase, tout comme l'activité du BID d'ailleurs, se terminent vers la moitié des années 1960. Le secteur industriel, surtout en ce qui concerne l'effectif employé, est en recul dès la deuxième moitié des années 1960. Afin d'éviter tout désinvestissement respectivement le départ d'une entreprise, le gouvernement essaie d'encourager les sociétés déjà implantées à investir davantage. C'est aussi dans ce cadre que sont organisées des missions économiques ayant pour but d'attirer de nouveaux capitaux et d'encourager les grandes entreprises déjà présentes à étendre leurs activités.

Après les trente glorieuses

Avec l'éclatement de la crise sidérurgique dès le milieu des années 1970, le gouvernement se voit confronté non seulement au déclin de tout un secteur industriel, mais aussi au risque d'une vague de licenciements collectifs. Le grand problème de l'économie luxembourgeoise découle de sa structure mono-industrielle dominée par le secteur sidérurgique. Dans ce contexte,

le gouvernement luxembourgeois décide d'organiser des missions économiques aux États-Unis afin « de sensibiliser les grandes firmes américaines en vue d'une relance de leurs investissements au Grand-Duché de Luxembourg [et d'] expliquer les nouvelles modalités d'aides qui seront mises en œuvre à la suite de la crise structurelle de notre sidérurgie¹² ». Un vaste programme de diversification industrielle est mis en œuvre dans le cadre duquel l'entreprise General Motors Corporation, « la plus grande société industrielle du monde¹³ », ouvre une filiale au Luxembourg. En même temps, une idée lancée par le gouvernement, à savoir le Board for Economic Development (BED), dont l'objectif est non seulement d'attirer des industries nouvelles mais aussi des entreprises du secteur tertiaire, voit le jour en 1978.

Un des premiers succès du BED est l'arrivée au Grand-Duché de l'entreprise Guardian Industries Corp., qui va construire une usine pour la production de verre plat à Bascharage. Parallèlement, General Motors Luxembourg SA étend ses activités au Luxembourg et concentre à Bascharage sa production d'outillage et de gabarits destinés aux usines d'assemblage de voitures GM en Europe.

Les usines de Du Pont de Nemours à Contern (© ANLux)



Au moment même où le gouvernement instaure le BED, Monsanto Cie SA, entreprise américaine spécialisée dans la fabrication de nylon, annonce la fermeture de son usine luxembourgeoise à Echternach. Suite aux travaux de promotion effectués par le BID, Monsanto Company, entreprise originaire de St. Louis, décide de créer au Luxembourg en 1963 une usine « afin de couvrir dans de meilleures conditions les besoins accrus du marché européen en fil nylon¹⁴ ». Au milieu des années 1970, Monsanto Cie SA doit faire face à des difficultés issues de la concurrence sur le marché européen du textile qui est, suite à l'accord multifibre, envahi par des importateurs de l'Extrême-Orient et de l'Europe de l'Est. Ainsi, Monsanto Cie SA accumule un déficit de 70 millions de dollars pour la période de 1975 à 1978. Lors d'une visite au quartier général de Monsanto, à St. Louis, de l'ambassadeur Adrien Meisch, les responsables de Monsanto réclament des avantages financiers et fiscaux, identiques à ceux accordés à la sidérurgie. Conscient de l'impact d'une éventuelle fermeture de l'usine luxembourgeoise, Meisch exige du gouvernement qu'il faut « tout essayer pour remettre une décision négative de Mon-

santo, car rien ne serait pire au moment où nous lançons une promotion pour attirer d'autres investissements américains. Les sentiments anti-américains qui résulteront parmi la population en cas d'une clôture à Echternach seraient très néfastes de tous les points de vue¹⁵ ». En mai 1979, Monsanto Cie SA annonce néanmoins la fermeture définitive de son usine, à peine 16 ans après son établissement.

L'histoire des relations économiques du Luxembourg, notamment en ce qui concerne la seconde moitié du XX^e siècle, n'a pas encore fait l'objet d'une analyse approfondie. Vu l'accessibilité de nouvelles sources, comme les archives de l'ambassade de Washington, ce sujet se prête fort bien à la rédaction de mémoires universitaires. On ne peut qu'encourager les étudiants à s'adonner à l'étude d'une thématique aussi fascinante et complexe. ♦

1 Service information et presse, *Le Grand-Duché de Luxembourg et le Plan Marshall*, Luxembourg, 1949, p. 2.

2 Le concurrent américain B.F. Goodrich Company s'est implanté aux Pays-Bas, et il existait déjà deux fabriques de pneus en Belgique.

3 Interview de George J. Buijtendijk (administrateur délégué de Goodyear SA), in : *L'Echo de l'Industrie*, n° 2 (1968), p. 9.

4 *L'Echo de l'Industrie*, n° 9 (1951), p. 3.

5 « Les industries du Grand-Duché : Le groupe Goodyear à Colmar-Berg », in : *L'Echo de l'Industrie*, n° 8 (1972), p. 10.

6 « Ce que sera Goodyear », in : *L'Echo de l'Industrie*, n° 10 (1950), p. 3.

7 ANLux, AE-AW-1403, Promotion économique du Luxembourg – investissements américains au Luxembourg et en Europe, 1958-1970.

8 ANLux, AE-AW-1403, Promotion économique du Luxembourg – investissements américains au Luxembourg et en Europe, 1958-1970.

9 Compte rendu des séances de la Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg, session ordinaire 1959-1960 (30^e séance – 23 mars 1960), col. 1186.

10 *L'Echo de l'Industrie*, n° 17 (1959), p. 1.

11 Compte rendu des séances de la Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg, session ordinaire 1959-1960 (30^e séance – 23 mars 1960), col. 1185.

12 ANLux, AE-AW-1134, Voyage de Marcel Mart aux États-Unis en 1977, 1977.

13 *Echo de l'Industrie*, n° 10 (1971), p. 18.

14 *Echo de l'Industrie*, n° 5 (1970), p. 10.

15 ANLux, AE-AW-1307, Correspondance en relation avec Monsanto, 1964-1980.

Date de création	Société	Lieu d'implantation	Production	Effectif
27.7.1949	Goodyear SA	Colmar-Berg	Pneumatiques	3 100 personnes
29.11.1960	Circuit Foil SA	Wiltz	Feuilles de cuivre électrolytique pour circuits imprimés	70 personnes
15.9.1961	Bay State Abrasives SA	Steinsel	Meules, disques à tronçonner, bâtons radoirs	165 personnes
19.10.1962	Commercial Hydraulics SA	Diekirch	Pompes, moteurs et blocs de distribution hydrauliques, soutènements métalliques souterrains, éléments pour bâtiments	310 personnes
5.11.1962	Texas Refinery Corp. Inter-Continental SA	Echternach	Enduits d'étanchement pour toitures et matériaux d'entretien pour bâtiments	20 personnes
11.12.1962	Du Pont de Nemours (Luxembourg) SA	Contern	Feuilles de polyester « Mylar »	550 personne
11.6.1963	Norton SA	Bascharage	Machines pour l'industrie du bâtiment, la construction de routes et l'usinage de produits réfractaires	90 personnes
29.8.1963	Monsanto Cie SA	Echternach	Fil de nylon	200 personnes
20.10.1965	Uniroyal Luxembourg SA	Steinfort	Entoilage pour pneumatiques	1 100 personnes
26.4.1966	Eurocast SA	Grevenmacher	Pièces en fonte	125 personnes

Le tableau ci-dessus a été réalisé sur base des informations fournies par la série « Les industries du Grand-Duché » parue dans *L'Echo de l'Industrie* entre 1968 et 1974.